

SOMMAIRE

Télécharger la revue

Podcasts

Vidéos



CRITIQUES

- 1** | UNE TOMBE AU CREUX DES NUAGES, ESSAIS SUR L'EUROPE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI - Jorge Semprún (Editions Climats)
par Nicolas Vignolles
- 2** | L'ANNUEL DES IDEES 2010. DEBATS, OPINIONS, POLEMiques, TENDANCES - Collectif, sous la direction d'Emmanuel Lemieux (Bourin Editions)
par Thierry Germain
- 3** | LIBERTES ET SURETE DANS UN MONDE DANGEREUX - Mireille Delmas-Marty (Editions Seuil)
par Etienne Patout
- 4** | POURQUOI PAS LE SOCIALISME ? - Gerald Allan Cohen (Editions de L'Herne)
par Tangi Le Nevé Ricordel
- 5** | LE QUAÏ DE OUISTREHAM - Florence Aubenas (Editions de l'Olivier)
par Benjamin Foissey
- 6** | MELANCOLIE FRANCAISE - Eric Zemmour (Editions Fayard/Denoël)
par Benjamin Foissey
- 7** | LA GRANDE HISTOIRE DU CAPITALISME - *Sciences humaines*, hors-série n° 11
- 8** | LE CAPITALISME EN QUESTIONS - *Problèmes économiques*, n° 2994
par Thierry Roure

CHRONIQUES

- 9** | VILLES PHARES DE L'UNION EUROPEENNE - Domenico Rossetti di Valdalbero (Editions Homes international)
par Joël Le Déroff
- 10** | A LITTLE WAR THAT SHOOK THE WORLD: GEORGIA, RUSSIA AND THE FUTURE OF THE WEST - Ronald D. Asmus (Editions Palgrave)
par Jean-Loup Samaan
- 11** | LE NAUFRAGE - Eric Roussel (Editions Gallimard)
par Denis Quinqueton

ECHAPPEES

- 12** | QUAÏ D'ORSAY. CHRONIQUES DIPLOMATIQUES - Abel Lanzac, Christophe Blain (Editions Dargaud)
par Virginie His
- 13** | FUCK AMERICA. LES AVEUX DE BRONSKY - Edgar Hilsenrath (Editions Points)
par Jérémy Sebbane
- 14** | TETE DE TURC - Film français de Pascal Elbé
par Jérémy Sebbane
- 15** | UN AMOUR A TAIRE - Téléfilm français de Christian Faure
par Denis Quinqueton

CRITIQUES

A L'ESSAI

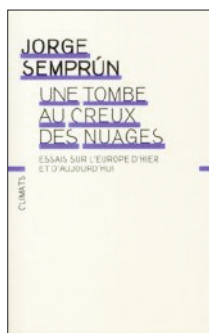
1. UNE TOMBE AU CREUX DES NUAGES.

Essais sur l'Europe d'hier et d'aujourd'hui

Jorge Semprún

Editions Climats,
février 2010, 327 pages, 19 €

PAR NICOLAS VIGNOLLES



« *Le présent pose et formule les questions du passé, et le passé éclaire la caractéristique particulière du présent* », Marc Bloch.

Au travers d'allers-retours au cœur de notre histoire commune, au gré d'emprunts philosophiques, littéraires, artistiques, Jorge Semprún parle, avec envie, avec attachement, du plus beau de tous les projets d'avenir : l'Europe.

En décidant avec *Une tombe au creux des nuages* de collationner en un seul et même recueil les textes de conférences données à travers toute l'Allemagne entre 1986 et 2005, l'auteur de l'inoubliable *L'écriture ou la vie* prenait le risque d'une sorte de tournée d'adieu nostalgique et passiste. Sorte de dernier tour de chant. C'était évidemment oublier qui est Jorge Semprún : un regard sur le passé mais tourné vers l'avenir, un homme lucide, concevant l'histoire comme utile au temps présent. Un homme toujours soucieux de faire vivre la pensée de ceux qui, victimes des barbaries totalitaires, sont devenues « une tombe au creux des nuages », selon le mot du poète Paul Celan.

Le camp de Weimar-Buchenwald et la lucidité

Omniprésent, structurant, fondateur, le souvenir de la déportation, de son internement au camp de Weimar-Buchenwald est pour Semprún ni un point de départ ni un horizon indépassable, il est pour lui, avec l'analyse fine et complète des deux grands totalitarismes du XX^e siècle – l'hitlérisme et le stalinisme –, la meilleure garantie d'une construction européenne réussie.

Au fil des pages, avec la liberté de ton et d'écriture qui sied au romancier, Jorge Semprún revient sur les soubassements philosophiques, les logiques historiques, les constructions intellectuelles et culturelles qui ont conduit à rendre possible au cœur de l'Europe la réalisation de ce que Kant appelait le « mal absolu ».

De cette expérience des camps, Semprún tire une connaissance de l'homme et de sa capacité physique et intellectuelle à la résistance. Au cœur de l'enfer concentrationnaire, il a vu le courage de certains résistants communistes et conservé intact le souvenir de ces intellectuels, amis, avec qui il échangeait le dimanche après-midi. Le souvenir d'hommes qui, même entravés, parfois mourants, sont demeurés libres et lucides. Fidèles à l'idée qu'ils se faisaient de la liberté et de la lucidité. Il n'est rien qu'admire davantage Semprún que la lucidité, l'intelligence d'anticipation dont ont pu faire preuve des auteurs comme Hermann Broch ou Elias Canetti. Citant Emmanuel Levinas, Semprún écrit : « L'alouette qui salue le soleil, tout le monde peut en faire autant. Tout le monde est capable de saluer l'aurore. Mais distinguer dans la nuit obscure de l'aube la proximité de la lumière avant son éclat, l'intelligence c'est peut-être cela ».

Le siècle des totalitarismes

Au cœur de l'ouvrage, comme d'ailleurs dans l'ensemble de l'œuvre de Semprún – on se souviendra notamment de *Mal et modernité* en 1997 –, l'analyse des deux grands totalitarismes du XX^e siècle occupe une place essentielle. Essentielle, c'est-à-dire renvoyant à l'essence même de tout son projet d'écriture. Qu'on se le dise, Semprún est non seulement le romancier brillant que l'on connaît, une grande figure de la social-démocratie européenne, mais il est d'abord et avant tout, par essence, un combattant de l'antifascisme.

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

Parmi toutes les conférences restituées dans *Une tombe au creux des nuages*, plusieurs portent sur la question du nazisme et du stalinisme, la question de leur émergence, de leurs logiques propres, de leurs ressemblances. C'est le sujet que choisit de traiter par exemple Semprún en 1996 devant la direction du parti socialiste allemand et qu'il restitue dans le neuvième chapitre de son ouvrage, intitulé « *De l'expérience du totalitarisme* ». Pourquoi un tel besoin de replonger encore et toujours dans la compréhension fine des expériences totalitaires alors même que, en apparence, le triomphe sur le continent européen de la démocratie libérale est totale ? Sans doute parce que, comme l'écrit Semprún, « le combat pour la démocratie et pour le développement permanent de ses contenus politiques et sociaux n'a pas été seulement un problème du XX^e siècle, mais qu'il continuera de l'être pour le siècle à venir, quelles que soient les formes concrètes qu'il adopte ».

Semprún aborde la question des totalitarismes en ayant constamment à l'esprit celle de l'avenir des totalitarismes. Autrement dit, celle des dangers de l'avenir. Au travers de ses développements consacrés au nazisme et au bolchevisme, c'est la démocratie que Semprún cherche à fortifier. De son regard sur l'histoire du XX^e siècle, cet « âge des extrêmes », il retire paradoxalement une leçon plutôt encourageante. La démocratie parlementaire, pluraliste, libérale, est bien plus forte que ce qu'elle a parfois bien voulu croire. Sa capacité d'absorption des crises, notamment économiques, son caractère évolutif, le réformisme social, la diversité qu'elle seule rend possible sont moins des éléments de faiblesse que des atouts. Les expériences totalitaires doivent moins nous inviter à douter des capacités de la démocratie qu'à un travail intense et permanent d'approfondissement. La gauche a de ce point de vue une responsabilité particulière ; elle doit désormais concevoir son projet réformiste d'abord comme la volonté de perfectionner le projet démocratique.

L'Allemagne, donc l'Europe

A la fin d'une conférence donnée le 27 janvier 2003 devant les membres du Parlement allemand, à l'occasion de la commémoration officielle des victimes du national-socialisme, Jorge Semprún conclut ainsi : « la première voix européenne qui, en cette année 1935, a retenti, solitaire mais prophétique, a été une voix allemande, une voix juive ». Husserl, philosophe allemand, fondateur de la phénoménologie, est cette voix dont parle Semprún, une des figures parmi d'autres qui rappelle qu'aux heures les plus sombres de leur propre histoire, des Allemands ont su, inspirés par une longue et brillante culture philosophique, défendre le parti de la raison contre la montée des extrémismes.

Lors de toutes ses conférences, Jorge Semprún témoigne de sa grande proximité avec le pays de sa captivité, l'Allemagne. Chaque fois qu'il parle de ce pays si proche, Semprún sait que ses mots comptent double pour le public allemand venu l'écouter ; à Weimar, Berlin ou Francfort, il s'oblige donc à une franchise absolue. Au travers de lignes aussi lucides qu'émouvantes, il s'adresse au peuple allemand avec la voix de celui qui attend beaucoup, qui espère beaucoup, non pas tant pour lui-même que pour l'avenir de l'Europe et de la social-démocratie.

Parce que le peuple allemand est « le seul à pouvoir et devoir prendre en compte les deux expériences totalitaires du XX^e siècle : le nazisme et le stalinisme », « le seul à les avoir vécus dans sa chair et dans son âme », alors, écrit Semprún, « il ne peut les dépasser qu'en les assumant critiqueusement de façon conséquente et approfondie ». Il en va de l'avenir de la démocratie allemande et de l'unité de l'Europe. Magnifique discours que celui de l'Européen Semprún, qui demande aux Allemands de s'assumer, pour pouvoir ensuite assumer le projet européen.

Aux Allemands, Semprún lance un appel permanent à la responsabilité ; avant comme après la réunification, plus que d'autres, mieux que d'autres, les Allemands ont la responsabilité de ne pas décevoir les espoirs d'une Europe unie. Dès

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

les années 1980, en militant insatiable de la démocratisation de la RDA et de la réunification allemande, il entrevoit les perspectives positives d'une Allemagne forte en Europe, passerelle entre l'Ouest et la Mitteleuropa.

En somme, au travers de ce livre, on perçoit que si Jorge Semprún est espagnol et français, son rêve d'une supranationalité européenne le fait toujours revenir en Allemagne. Il faut lire *Une tombe au creux des nuages*, ne serait-ce que pour retrouver le fil de notre attachement au projet européen, et partager un peu de la passion européenne de Semprún.

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

A L'ESSAI

2. L'ANNUEL DES IDEES 2010. Débats, opinions, polémiques, tendances

Collectif, sous la direction d'**Emmanuel Lemieux**

Bourin Editions,
février 2010, 461 pages, 25 €

PAR THIERRY GERMAIN

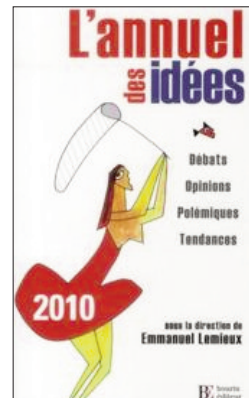
Quoi de plus réjouissant qu'un ouvrage consacré aux idées et qui entame ses 461 pages d'analyses, portraits et débats par une petite leçon sur la sérendipité, soit « l'art de faire des trouvailles ». Surtout lorsque ce barbarisme désigne précisément « la faculté de trouver ce que l'on ne cherchait pas et que l'on surmonte ». Appliqué à un homme politique français dont la récente prestation télévisée de médecin malgré lui a eu un certain succès, ce serait trouver la porte du 55 faubourg Saint-Honoré en partant faire une course sur *Virginia Avenue*.

Autre concept tonique utilisé pour ouvrir cet annuel 2010, l'abduction, ou l'art d'élaborer des hypothèses à partir de fait étonnants. Rien moins qu'une salubre incitation à pratiquer une « désobéissance productive » dans le domaine des idées, incitation que les auteurs illustrent *in petto* en multipliant les angles neufs, les portraits décalés et les concepts iconoclastes. Un « festival d'intelligence » donc, et un opuscule qu'il sera plus profitable à l'honnête homme de dédaigner.

L'exercice est ambitieux : « présenter les analyses, débats, opinions et tendances ayant eu le plus d'impact sur nos sociétés en 2009 ». Vous surpréndrais-je en affirmant que cet objectif

n'est pas atteint, et en ajoutant que ce n'est pas grave ?

La crise du capitalisme, les enjeux environnementaux, la loi Hadopi, la situation universitaire, l'état de la recherche publique, un petit tour d'horizon géo-planétaire : les incontournables des bilans en tous genres sont bien là. Mais la valeur particulière de cet annuel est ailleurs.



Outre qu'il est consacré aux idées, ce qui lui donne une place à part dans le déferlement d'ordonnances et diagnostics que suscite, année après année, l'état de notre bonne vieille planète, il est surtout très « abductif », c'est-à-dire que multipliant les angles originaux et les visions décalées, il étonne.

Sa structuration, pour commencer, est différente du tout venant : émergences, influences et fantômes ne sont pas des rubriques très courantes dans ce type d'exercice mémorial, si hémisphères, chronologie et fabriques des idées y sont plus souvent à leur place. Kezaco ?

Emergences vise à vous instruire sur les idées, concepts et analyses qui, palpitants encore, déboulent dans nos univers intellectuels et mentaux. Si tous les produits n'ont pas la fraîcheur prétendue, beaucoup sont réellement détonants, et aucun en tout cas ne risque d'approcher une quelconque date de péremption.

Ce sont parfois les idées qui sont neuves, ainsi du « nudge » cher à Richard Thaler et Cass Sustein, concept issu de la neuro-économie et qui fonde une véritable théorie de l'incitation, laquelle vise ni plus ni moins qu'à se glisser entre libéralisme pur et keynésianisme classique.

C'est aussi l'usage fait de notions un tant soit peu décapantes, tel « l'indice Big-Mac » de mesure de la pauvreté que Emmanuel Lemieux utilise à dessein afin de revisiter à sa sauce les inégalités mondiales.

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

Ce peut être une vue particulière portée sur un sujet classique, à l'instar de Thierry Paquot lorsqu'il se penche sur « le combiné » de solutions que sont les éco-quartiers, de Charlotte Cabaton lorsqu'elle décortique la crise actuelle pour tenter de faire émerger les bases d'un « capitalisme véritable » ou de Rémi Sussan lorsqu'il revient sur la « géo-ingénierie » et fait fort à propos le point sur les différents arguments en vogue concernant le réchauffement climatique.

L'on trouve des notions appliquées à des domaines inhabituels. Ainsi de la folie considérée comme l'une des matrices fondamentales de nos comportements économiques (une variante de l'économie comportementaliste), qui nous vaut cette jolie illustration du fou qui, penché à la fenêtre de son asile, demande aux passants qu'il aperçoit : « combien êtes-vous là-dedans ? ».

L'on peut aussi traiter des tendances actuelles avec plus ou moins de délicatesse. Philippe-Joseph Salazar, mesurant un certain « retour du verbe » (Obama), fustige cependant notre très pauvre éloquence hexagonale et ne craint pas de le faire en citant Sieyès qui voyait ses collègues députés comme « des singes ayant des larynx de perroquets ». Une « théatrocration » selon lui bien française, laquelle nécessiterait cependant pour perdurer des langues mieux pendues. Churchill, en refusant que la Chambre des Communes soit profondément modifiée lors de sa remise en état (« Nous construisons un bâtiment et puis voici que le bâtiment nous construit »), partait de la même intuition.

Abstention (« la gauche sans question et la droite sans réponse »), indifférenciation, crise de la régulation..., sur bien des sujets, cette partie de l'ouvrage donne parfois l'impression de parcourir des sentiers connus muni d'une carte neuve.

Influences correspond à une galerie de portraits passionnante à parcourir, et c'est selon que ces visages nous ouvrent les portes d'une histoire édifiante, d'une aventure intellectuelle ou d'un destin gorgé de sens.

Célestin Monga, lead economist à la Banque mondiale, nous renseigne sur les surprenants détours de son opposition à Paul Biya et ramène au passage dans ses filets une instructive analyse dialectique sur classe et « race ».

Ignacy Sachs, pionnier du développement durable vu du Sud, nous redit l'importance d'une planification repensée et la nécessité absolue de mieux graduer à l'avenir les différentes composantes du développement (sociales, environnementales, économiques...).

Jean Nicolas nous parle de rébellion, de ce « souci de survivre » qui est devenu le moteur unique et omniprésent de tant et tant de vies aujourd'hui.

Oded Grajew, fondateur de l'Institut ETHOS, rappelle à quel point le Forum social mondial aura apporté de nouveaux questionnements et incite en conséquence à ne pas céder à la tentation de « tuer le messager ».

Philippe d'Iribarne nous parle de la mondialisation lorsqu'elle est confrontée à la diversité de « l'esprit des peuples », une analyse des cultures et valeurs qu'Emmanuel Lemieux traduit joliment comme étant « les lumières tamisées par la diversité du monde ».

Candido Mendes, via l'Académie de la latinité qu'il a fondée, prône une nouvelle « diplomatie de la pensée », *Alfredo Lopez Austin* nous conte « la vieille histoire de la merde » avec un déroutant à-propos, *Pierre Lemieux* réclame avec un fameux culot « que les Etats-Unis arrêtent avec leur socialisme à visage humain », *Steve Patrick Jampijinpa* nous explique le *dreaming* inspiré de son combat pour le peuple Tanami, *Julien Bonhomme* vous entretient de ces « voleurs de sexe » qu'il a longtemps étudiés et *Nicolas Boursiaud* fait état des luttes féroces qu'il mène au nom de l'art post-moderne.

Paul Jorion est présent, lui qui a devancé bien des analystes établis dans sa prédiction de la crise des *subprimes*, tout comme *Harald Welzer* et son inquiétant concept de « guerre des climats », *Esther Duflo* par son laboratoire d'action contre la pauvreté (J-PAL) ou *Emmanuel Hoog* et son « droit à l'oubli ». La revue *Réciproques* également, qui traite d'une science toute neuve

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

peut faire qu'une idée naissante devienne un jour une aventure humaine. Rien que pour cela, chapeau !

autour des solidarités familiales (la « proximologie ») ainsi que la « créolisation » d'Edouard Glissant, lequel développe dans son institut du Tout-Monde des notions qui semblent mériter quelque détour (« produits de haute nécessité », monde conçu comme un archipel de micro-cultures, vision nouvelle et positive des Etats et des frontières).

Décidément, les gens rassemblés ici, et qui tous semblent illustrer à merveille la devise d'Edouard Glissant (« Agis dans ton lieu, pense avec le monde »), ces gens donc ne se trouvent pas ailleurs à tous les coins de page.

Fantômes pour finir nous remet en contact avec quelques disparus essentiels, afin que ce court laps de temps arraché à la mémoire nous enseigne sur ce que leur vie, parfois aussi leur mort, ont encore à nous dire.

Leur mort si l'on parle d'Alan Turing, génie avant l'heure d'une informatique encore balbutiante, et qui, homosexuel en un temps et un lieu où il était encore délicat de l'être, devait se suicider en avalant le quartier d'une pomme qu'il avait préalablement gorgée de cyanure.

Leur vie pour Michel Freitag, analyste avisé d'un capitalisme qui envahit chaque interstice de nos sociétés, et dont il avait si bien défini les trois apories : soumettre toute chose à la loi de la valeur, buter contre les limites finies du monde (écologie), supprimer les frontières du matériel et de l'immatériel.

Une fois que j'aurai précisé que ce guide est le concentré imprimé de débats, analyses et critiques exposés tout au long de l'année sur le site du même nom, il me restera à mesurer l'apport d'un tel travail en reprenant la très belle phrase d'Oded Grajew, à qui l'on demandait si ses idées n'étaient pas quelque peu invisibles ou sans impact : « Sur la photo oui, mais pas sur le film ».

A leur place, Emmanuel Lemieux, son guide et son site participent avec grand talent à cette mise en mouvement des concepts, qui seule

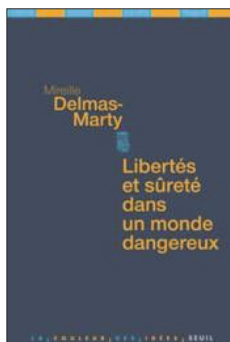
CRITIQUES

A L'ESSAI

3. LIBERTES ET SURETE
DANS UN MONDE
DANGEREUX

Mireille Delmas-Marty,
Editions Seuil,
collection La couleur des idées,
février 2010, 273 pages, 21 €

PAR ETIENNE PATAUT



« Oussama Ben Laden – c'est-à-dire l'idéologie radicale dont il est devenu l'emblème – a-t-il finalement gagné son pari de détruire la démocratie ? ».

Ces quelques mots tirés de la conclusion suffisent à se rendre compte de la gravité de l'enjeu de la réflexion menée par Mireille Delmas-Marty dans son dernier ouvrage. Consacré à l'impossible équilibre entre garantie des libertés et maintien de la sûreté, celui-ci est de nature à faire frémir le lecteur, qui comprend progressivement à quel point le balancier penche désormais du côté de la sûreté.

Célèbre spécialiste de droit pénal, professeur au Collège de France et spectatrice attentive et avisée des systèmes juridiques internationaux, Mireille Delmas-Marty était sans doute la meilleure guide pour décrire cette évolution qui semble frapper inéluctablement les pays occidentaux (notamment) : celle d'un durcissement continu et inquiétant de la répression pénale. Les exemples abondent tout au long du livre. Certains d'entre eux sont bien connus : la situation des prisonniers des prisons d'Abou Ghraib ou de Guantanamo, par exemple, a été très

largement discutée et critiquée. D'autres, comme l'adoption en France d'une loi sur la rétention de sûreté qui permet de maintenir en captivité des individus ayant purgé leur peine au nom de leur supposée « dangerosité », sont peut-être moins connus en dehors des cénacles spécialisés. D'autres encore, peut-être les plus nombreux et les plus insidieux, sont certainement presque inconnus du grand public : ainsi notamment des très nombreuses entorses à la protection de la vie privée aujourd'hui justifiées par la lutte contre le crime.

Chacun de ces exemples pourrait être discuté à l'infini, précisé, peut-être même justifié. La grande force de l'essai de Mireille Delmas-Marty est d'en proposer une lecture globale, qui insère chacune de ces hypothèses dans une évolution d'ensemble d'autant plus glaciale qu'elle semble à la fois cohérente et fatale.

Pour ce faire, l'auteur propose d'alterner les angles de vues, en se concentrant successivement sur les personnes, les Etats, puis la planète toute entière. Chacune de ces démonstrations lui permet de montrer à quel point le droit pénal est aujourd'hui sur une pente dangereuse.

Sous l'angle des personnes, peut-être le plus immédiatement accessible et le plus convaincant, l'auteur démontre de façon limpide le processus de déshumanisation du droit pénal et la radicalisation des procédures de contrôle actuellement à l'œuvre. Notamment, Mireille Delmas-Marty montre avec précision comment le concept de « dangerosité » ouvre à toutes les dérives, en légitimant des mesures de contrôle social très strictes (injonction de soin, suivi socio-judiciaire, bracelet électronique voire privation de liberté) justifiées non pas par la commission d'une infraction, mais par le simple risque d'une telle infraction. Une telle évolution conduit inéluctablement à concentrer entre les mains d'experts sociaux ou médicaux le soin de juger de l'opportunité de procéder à la rétention, à faire confiance à des fichiers pourtant truffés d'erreurs supposés permettre une « analyse de risque » qui ne paraît convaincante qu'à ceux qui s'y livrent. L'évolution est d'autant plus inquiétante qu'elle est très répandue (l'auteur cite l'exemple de la France, de l'Allemagne et des Etats-Unis, tout particulièrement) et que les différents garde-fous instaurés par chacun des

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

systemes juridiques pour défendre les libertés ne semblent guère fonctionner. La Cour suprême des Etats-Unis ou le Conseil constitutionnel français semblent en effet avoir été ici bien timorés face à la déferlante de lois qui leur ont été soumises.

Véhiculant ce que l'auteur appelle une « anthropologie guerrière », ces nouvelles lois déshumanisent à l'aide de statistiques et de probabilités la figure du criminel, désormais sanctionné non pour ce qu'il a fait, mais pour ce qu'il pourrait faire... Il est dès lors urgent d'opposer à cette vision une anthropologie « humaniste », reposant sur l'égalité de tous les êtres humains, y compris du criminel ou de l'ennemi combattant, donc. Devant la faillite des tribunaux et des parlements nationaux, il semble aujourd'hui que seule la Cour européenne des droits de l'homme fasse figure de nœud de résistance, opposant inlassablement les droits de chaque homme dans sa singularité à la force de la répression de l'Etat. Il n'est guère d'hommage plus convaincant à l'intuition des rédacteurs de la Convention européenne des droits de l'homme et au système juridictionnel qu'ils ont mis en place concomitamment.

La description n'est guère plus enthousiasmante lorsqu'elle se tourne vers l'étude des dangers pour les Etats eux-mêmes. L'après 11-Septembre s'est en effet accompagné de dérives manifestes de l'Etat de droit, reposant sur une utilisation désormais courante des concepts d'état d'urgence ou d'état d'exception, qui permettent à la fois de concentrer les pouvoirs entre les mains de l'exécutif et de supprimer ou d'atténuer un grand nombre de garanties démocratiques et de libertés fondamentales. Extrêmement inquiétant, le processus, qui peut passer comme aux Etats-Unis par une militarisation de la justice ou par une privatisation de la force publique, touche au cœur même de la démocratie. Le terrorisme étant par nature une menace diffuse et perpétuelle, restreindre l'Etat de droit en l'invoquant, c'est porter atteinte à la nature même de l'organisation

démocratique ; et ce ne sont pas les exemples des totalitarismes du XX^e siècle, repris par l'auteur, qui peuvent être de nature à apaiser les craintes soulevées... L'Etat de droit n'a pas encore cédé, certes. Des points de résistance existent. On notera ainsi quelques signes d'espoir venus de traditions nationales fortes et anciennes. Tout particulièrement, la Chambre des Lords du Royaume-Uni se distingue avec une rigueur qui force l'admiration dans le concert des juridictions suprêmes. Au fil d'une série de décisions, elle montre que la tradition libérale du pays auquel on doit l'*Habeas Corpus* ne faiblit pas, au point de remettre profondément en cause la législation terroriste adoptée, cette fois sans originalité aucune, par le parlement britannique.

Les coups portés à l'Etat de droit sont toutefois rudes et très largement partagés dans le monde. Dès lors, ils ne peuvent pas ne pas se répercuter dans l'ordre international tout entier. C'est l'objet de la troisième partie du livre, peut-être la moins aisée à saisir et la plus sujette à discussion, que de décrire les tensions qui traversent la société internationale. C'est qu'en effet les dangers, aujourd'hui, sont volontiers indifférents aux frontières. Comme l'affirme l'auteur, terrorisme, fabrication et commerce des armes ou cybercriminalité sont aujourd'hui des préoccupations planétaires, pas nationales. Les réponses à ces menaces, d'ailleurs, sont elles-mêmes aujourd'hui délocalisées, comme le montre le saisissant exemple de la pratique des Etats-Unis « externalisant » leurs centres d'interrogatoires dans différents lieux de la planète, ou procédant à de véritables enlèvements dans d'autres pays. Face à de telles menaces, une réponse véritablement internationale est difficile à organiser. L'ordre juridique mondial, tout d'abord, reste relativement peu organisé : malgré un dense réseau de conventions internationales et d'organisations mondiales ou régionales, il n'existe pas de société internationale à proprement parler susceptible de mettre sur pied une réponse unique et globale aux menaces. Prenant acte de cet enchevêtrement de normes et des tensions entre un « ordre souverainiste débordé » et un « ordre universaliste contesté », l'auteur propose à nouveau sa thèse bien connue du « pluralisme ordonné ». Il s'agit là d'une idée forte de l'auteur, auquel elle a déjà consacré tout un ouvrage, qui propose une grille de lecture possible de l'articulation des diffé-

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

rents niveaux de normes. Complexe et évolutif, le pluralisme ordonné préconisé par l'auteur n'est pas toujours facile à saisir, notamment dans ses conséquences concrètes. Le propos est ici beaucoup plus général et dépasse le seul équilibre entre libertés et sûreté qui fait l'objet du reste de l'ouvrage. Il n'en reste pas moins qu'il y a là une tentative vigoureuse et originale d'essayer de penser une réaction de la société internationale toute entière au phénomène de durcissement du droit pénal. En cela, la tentative ouvre grand les portes d'une discussion, qui s'annonce passionnante, passionnée et d'une importance essentielle.

C'est dire l'ambition de l'ensemble de l'ouvrage, à la fois constat désabusé et tentative d'organisation d'une réponse à une évolution très critiquable. A cet égard, il faut souligner que, quoique très critique, l'essai n'est pas pour autant radicalement pessimiste. Dans sa conclusion, l'auteur réfléchit à la construction d'une nouvelle communauté de destin qui, par une conscience accrue de l'imprévisibilité des risques, pourrait conduire à une organisation collective et un renforcement des libertés. Il y aurait là la prise de conscience d'un destin commun, qui seule pourrait nous faire échapper à la société de la peur dans laquelle nous glissons insidieusement.

Réflexions utopiques ? Souhaitons ardemment qu'il n'en soit rien !

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

A L'ESSAI

4. POURQUOI PAS LE SOCIALISME ?

Gerald Allan Cohen

Editions de L'Herne,
mars 2010, 57 pages, 12 €

PAR TANGI LE NEVE RICORDEL

Entre espoir et amertume, l'interrogation posée par le titre a l'insolence d'une question qui dérange. Inconnu en France, Gerald Allan Cohen (1941-2009) est l'un des intellectuels les plus éminents de la gauche anglo-saxonne. Professeur à Londres et à Oxford, il s'est efforcé, sa vie durant, d'étayer les motifs de croire au socialisme.

Engagé dans sa jeunesse au sein du Parti communiste, il tente d'abord de restaurer la validité scientifique du matérialisme historique par le secours de la méthode analytique. Dans *Karl Marx theory of history: a defence* publié en 1978, il veut débarrasser la rhétorique marxiste de ses approximations grâce à la rigueur logique et la précision des énoncés. Au cours des deux décennies suivantes, il renonce progressivement à cette tentative pour s'engager dans une réflexion philosophique et morale sur le concept d'égalité. Nourri de ses confrontations aux pensées de Robert Nozick et John Rawls, il côtoie alors le Parti travailliste et achève son évolution par une conversion aux principes du christianisme social.

Publié en 2009, *Pourquoi pas le socialisme ?* est l'œuvre-testament dans laquelle il défend sa nouvelle raison de croire en la gauche. Si le socialisme n'est plus une évidence scientifique programmée par l'Histoire, il reste, selon lui, une hypothèse éthique laissée à la liberté des hommes. Fondé sur l'exploitation de nos vices (égoïsme, cupidité), le capitalisme est par essence immoral. A l'inverse, le socialisme est un projet profondément juste car il repose sur la confiance dans nos vertus

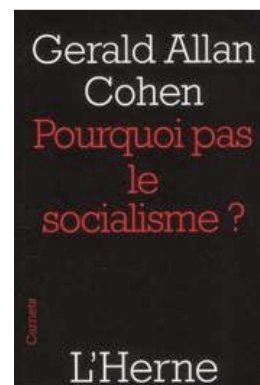
(altruisme, réciprocité). Pour Cohen, l'enjeu est d'expliquer pourquoi et comment les hommes peuvent tenter ce pari éthique.

Pour construire sa démonstration, l'auteur part de l'expérience-type du camping. Dans ce cadre, il imagine plusieurs situations où peuvent naître des rivalités entre les campeurs. Selon lui, tous ces conflits potentiels trouvent leur résolution dans l'éthique communautaire. « Dans tout groupe restreint, écrit-il, même les plus rétifs à l'égalitarisme acceptent les règles d'égalité et de réciprocité et les prennent pour acquises ». Il en tire la preuve d'une possibilité pratique du socialisme, fut-elle, ici, limitée au périmètre d'une tente et à la durée d'une excursion.

Partant de ce constat, il analyse ensuite les deux principes à la base du bon fonctionnement du camping. Le premier est la règle égalitaire qui « vise à corriger tous les désavantages subis dont le sujet ne pourrait être tenu pour responsable, qu'il s'agisse des handicaps sociaux ou naturels ». Aussi exigeante soit-elle, cette conception radicale de l'égalité des chances n'annule pas toutes les différences. Rendus strictement égaux sur la ligne de départ, les individus sont mis en mesure, au contraire, de développer leurs identités propres. Suivant les choix qu'ils font, ils tracent des chemins singuliers au sein du groupe. Le risque est alors que les intervalles créés dégénèrent en inégalités injustes.

Pour contenir le danger de son éclatement, le groupe doit alors faire jouer un second principe. La règle communautaire vient ici tempérer les inégalités nées de l'égalité des chances. « Le réquisit central de la communauté, explique Cohen, est que les individus se soucient les uns des autres et, si nécessaire et si possible, pourvoient les uns aux autres ». Nul campeur, en effet, n'a jamais été abandonné à sa mauvaise fortune par ses compagnons d'excursion.

Ce souci de l'autre conduit finalement à l'élévation morale de chacun. Alors que le capitalisme nous encourage à envisager autrui « comme une



Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

éventuelle source de profit ou comme une menace à notre réussite », l'éthique socialiste nous éclaire sur les liens de réciprocité qui nous rassemblent. Elle permet à chaque individu d'éprouver la plénitude d'une coopération voulue pour elle-même et sans arrière-pensées.

Arrivé à ce point de son raisonnement, l'auteur s'interroge sur la possibilité et l'opportunité d'étendre ces principes à large échelle. Oui ou non, les règles de fonctionnement du camping peuvent-elles être et doivent-elles être appliquées à l'ensemble de la société ?

Selon lui, deux problèmes d'importance inégale posent une hypothèque sur l'idéal socialiste. Les faiblesses de l'espèce humaine constituent le premier facteur d'incertitude. Conscient de l'égoïsme naturel des hommes, l'auteur souligne que ce vice a été aggravé par le capitalisme. Depuis l'effondrement du monde féodal, la cupidité n'est plus l'objet d'un opprobre général. En faisant son apologie, le système capitaliste lui permet, au contraire, de s'assumer sans fard.

Mais l'auteur met surtout en cause une seconde source de difficultés. Le principal obstacle à la réalisation du socialisme tient davantage aux limites de la technologie sociale qu'aux vices des individus. « Nous sommes incapables, écrit-il, de fabriquer la machine qui assurera son bon fonctionnement ». Alors que le capitalisme excelle à exploiter l'égoïsme des hommes, le socialisme n'a pas encore trouvé la formule organisationnelle pour faire fructifier leur altruisme.

Pour Cohen, la solution de ce problème « technique » devient toujours plus malaisée à trouver à mesure que les systèmes économiques se développent. Si les campeurs peuvent facilement organiser leur solidarité autour du réchaud à gaz, la sophistication des sociétés modernes génère des complications redoutables. Lorsque les hommes sont affranchis des besoins de base et sont rassemblés dans une vaste communauté, il devient très difficile d'organiser la production sans les indications du marché. L'auteur suggère

donc de réfléchir aux mécanismes d'un nouveau « socialisme de marché » susceptibles de mettre en œuvre l'idéal. Mais à la question de savoir si nous saurons un jour les inventer, il répond par cet aveu prudent : « sur ce point, je suis agnostique ».

Cet agnosticisme peut sembler, hélas, encore trop optimiste. S'il n'en revient pas au mythe du « bon sauvage », Cohen liquide quand même un peu vite l'hypothèque liée à la nature humaine. Quoi qu'il en dise, l'obstacle au succès de son socialisme est plus un problème *ontologique* qu'un problème *technique*.

Située sur le plan amoral d'une nécessité historique, *la lutte des classes* avait au moins cet avantage de ne rien attendre des bons sentiments. Elle avait la sagesse, au contraire, de s'appuyer sur l'existence d'irréductibles conflits d'intérêts entre les hommes. Alors que l'individualisme et le consumérisme sont aujourd'hui des valeurs dominantes, la possibilité d'une conversion générale à l'altruisme paraît toujours plus illusoire. Pire, le socialisme risque d'aggraver son déclin, s'il prêche, encore et toujours, les principes du dévouement et de l'abstinence. Comme le souligne Raffaele Simone, « le projet socialiste s'inscrit dans la perspective d'un « effort » permanent que plus personne n'est prêt à consentir ».

A notre époque, les choix éthiques relèvent, pour la plupart, de la sphère privée. L'action publique n'est plus en mesure de les imposer pour le bien commun. Ayant perdu les moyens de créer *l'Homme nouveau* (et c'est heureux si l'on se souvient des tentatives faites au XX^e siècle), le socialisme de Cohen risque finalement de s'enfermer dans le registre de l'indignation morale.

Aux objections sur le caractère irréalisable de son idéal, l'auteur répond qu'elles ne suffisent pas à justifier son abandon. « Y renoncer, affirme-t-il, sous prétexte qu'il achoppe sur [des] obstacles, c'est aller à la débandade : même quand il est *possible* de le défendre, on le fera moins résolument qu'on le devrait car on aura perdu de vue sa définition même ».

Reste à savoir si cet idéal est à ce point désirable. Pour Cohen, la réponse à cette seconde question ne fait évidemment aucun doute. Les principes égalitaire et communautaire sont les conditions indépassables de la bonne organisa-

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

tion sociale. Il est vain, selon lui, de prétendre leur opposer la supériorité de la liberté individuelle car elle est illusoire. Dans la société de marché, explique-t-il, « on ne prend pas conscience de l'inévitable dépendance mutuelle des hommes ». En réalité, les choix de l'individu sont toujours liés aux décisions d'autrui.

Réelle ou pas, la place laissée à la liberté individuelle n'est pourtant pas le seul motif de griefs contre l'éthique socialiste définie par Cohen. Sa conception de l'égalité semblera à certains excessive. Présentée comme une fin en soi, elle a parfois la mauvaise odeur du ressentiment. Les exemples de situation concrète utilisés par l'auteur montrent bien comment le principe égalitaire sert à contenir les frustrations. Il est permis de douter du niveau d'élévation de ce genre de morale. L'égalité à tout prix n'est-elle pas la revendication *égoïste* de toutes les formes de ratage ?

Surtout, sa vision de la communauté peut faire peur. Elle ressemble à une nouvelle idole à laquelle l'individu s'aliène – par vertu ! – en sacrifiant une part de lui-même. L'homme socialiste est transformé en animal grégaire et bienveillant. Il cherche sa quiétude dans la paix du groupe. Mais le bonheur se trouve aussi dans le goût de la distance et les affinités électives. Aimer son prochain, c'est le labeur de tous les jours... Aimer son lointain, c'est la tentation qui fait le sel de la vie. Or c'est cette joie du retrait et de l'ailleurs que ne permet pas la vie communautaire.

Pour définir le but de la gauche, il n'est donc pas interdit de réfléchir aux moyens de surmonter les limites du modèle défendu par Cohen. A cet égard, le projet de l'autoréalisation de l'individu, défini par Axel Honneth et repris par certaines figures du Parti socialiste dont Manuel Valls, ouvre des perspectives intéressantes. *Permettre à chacun de devenir ce qu'il est* présente le double avantage d'être une aspiration réaliste et progressiste.

Elle est réaliste car elle ne prend pas à rebours l'égoïsme et l'individualisme qui sont consubstantiels à la nature humaine et aux sociétés

modernes. Le problème n'est pas de savoir si l'on est *pour* ou *contre* ces réalités ; il est de dire ce que l'on en fait pour les amener vers le meilleur. L'autoréalisation de l'individu permet de les dépasser sans lutter contre leur principe même. A défaut d'assurer *l'égalité exacte entre tous*, cet idéal permet d'espérer *l'égalité parfaite avec soi-même*.

Cet objectif est également séduisant car il s'inscrit pleinement dans les combats de la gauche. L'épanouissement de l'individu est en effet indissociable de l'harmonie du groupe. Loin de s'opposer aux solidarités collectives, l'autonomie individuelle les suppose. *Permettre à chacun de devenir ce qu'il est* passe, d'abord, par le renforcement des liens sociaux. Dès 1898, Jean Jaurès pouvait ainsi déclarer que « le socialisme est l'individualisme logique et complet ».

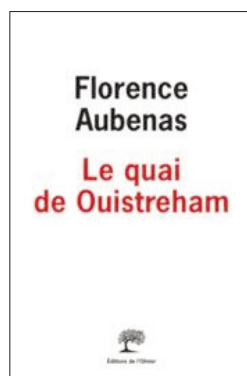
Pourquoi pas le socialisme ? pose une question essentielle dont la réponse reste ouverte. Sa lecture stimulera les réflexions de tous les sympathisants de la gauche. A l'heure où les socialistes français veulent lancer une « offensive de civilisation » et réfléchissent à « la société du *care* », ils trouveront dans ce livre matière à confronter leurs arguments. En saisissant l'occasion de faire sa préface, François Hollande a ouvert un chemin que d'autres ne manqueront sûrement pas de prendre.

CRITIQUES

A L'ESSAI

5. LE QUAI DE
OUISTREHAM**Florence Aubenas**Editions de l'Olivier,
février 2010, 269 pages, 19 €

PAR BENJAMIN FOISSEY



L'immersion totale et anonyme au cœur d'une réalité à mettre au jour est une technique dont usèrent aussi bien le journalisme à sensation que les grandes plumes présentes ou futures. On se souvient aussi bien du livre de Günter Wallraff, *Tête de Turc*, que des éternelles « enquêtes en caméra cachée » au cœur d'une secte, d'une administration ou d'un groupe politique. Cette méthode a produit les deux extrêmes, elle est de ce fait risquée et oblige à tenir le sensationnel en respect. Le pari est ici réussi.

La question posée par la journaliste est simple. Quelles sont les conséquences réelles de la crise pour les plus fragiles d'entre nous ? De quelle manière cet événement qui tient en haleine les médias affecte la vie des personnes qui, atteintes par le chômage et le travail précaire, subissaient déjà une crise, latente depuis 1973, comme cadre de vie ? Y a-t-il eu une crise dans la crise ? Une aggravation des graves problèmes du quotidien ? Au fil des récits et des discours qui nous sont livrés, le changement de perception qui s'opère rend ces questions, si ce n'est irréalistes, du moins en décalage croissant avec un univers étranger à ceux qui font l'actua-

lité ou qui s'y intéressent. On en vient rapidement à s'interroger sur la notion même d'actualité. La crise, c'est tout juste un peu plus de difficultés qui ne dénote pas dans un paysage de difficultés.

Florence Aubenas a loué une chambre meublée à Caen et s'est lancée, pendant six mois, en quête d'un emploi, suivant le trajet classique qu'empruntent les demandeurs, de l'agence Pôle emploi à l'intérim en passant par le bouche-à-oreille. Sa quête d'un CDI s'est très vite transformée en une chasse aux « heures », missions de nettoyage à réaliser en des temps improbables à des horaires qui le sont tout autant. La concurrence féroce que se livrent les sociétés spécialisées dans la propreté amène ces dernières à sous-estimer jusqu'au risible le temps imparti pour chaque tâche. Conséquence la plus significative pour le politique, un acquis social tel que le SMIC autour duquel nous trouvons des points clivants n'a quasiment aucune réalité. Il est contourné par ces pratiques avec une facilité déconcertante. Les minimums conventionnels sont, quant à eux, purement et simplement ignorés des employeurs qui disposent d'une arme absolue, celle de pouvoir retirer une annonce d'une agence au cas où cette dernière jugerait le salaire proposé non conforme.

Au fur et à mesure des récits de la journaliste, un constat angoissant apparaît à ceux qui ont décidé de mettre dans la politique si ce n'est tous leurs espoirs, du moins encore quelques traces de foi. Les catégories avec lesquelles nous raisonnons, les outils avec lesquels nous pensons nous battre et grâce auxquels nous estimons pouvoir avoir une certaine prise sur la réalité s'avèrent inopérants, balayés par la réalité d'un rapport de force défavorable qui prend les reflets d'une loi d'airain.

Le style employé par Florence Aubenas, mêlant descriptions détaillées des lieux, de l'univers qu'elle explore et retours sur une santé et un moral qui se dégrade, nous permet de saisir en quelques mots une ambiance, une tension, une perception du réel sous l'effet de l'usure physique. L'œil de la journaliste, de celle qui sait nous faire aimer l'instant décrit sans pour autant le trahir, permet à l'auteur de ne jamais tomber dans un biais misérabiliste. Bien au

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

contraire, nous comprenons ce qu'il peut y avoir de grand dans une « pause cigarette » prise sur un quai, à quel point le surréaliste peut à tout instant jaillir d'un entretien à Pôle emploi, d'une file d'attente dans une agence d'intérim ou d'une course contre le temps dans les couloirs d'un ferry qu'il faut nettoyer. Il y a quelque chose du réalisme décalé des frères Maysles dans ce texte.

Ce monde de la précarité a également ses règles et ses rapports de pouvoir, ses manières de voir le monde qui le font se heurter constamment à un mur d'incompréhension qui dépasse de très loin la simple ignorance des contraintes physiques subies. Deux exemples illustrent ces difficultés, cette incommunicabilité tenace entre des structures économiques et politiques issues du compromis des Trente Glorieuses et ce monde du travail précaire qui en est sorti.

Celui de la journaliste d'abord, et aussi quelque part celui du politique tant ces deux univers sémantiques sont maintenant proches, celui des syndicats ensuite. Les rapports faits de condescendance, de méfiance entre les syndicats et les travailleurs, très souvent travailleuses, précaires qui tentent d'intégrer ce monde sans y trouver leur place, les rituels syndicaux, celui de la manifestation en particulier qui leur semble de plus en plus étranger : ces phénomènes sont décrits de telle manière que nous finissons par comprendre que la résignation ne les explique pas à elle seule.

On referme ce livre avec l'impression mitigée d'avoir pris une leçon de réalité tout en ne sachant pas encore à quelles fins, ou plutôt que faire pour que l'actualité politique, à savoir les débats, les « grands enjeux » autour desquels nous mobilisons souvent nos esprits, soient autre chose qu'un spectacle à peine audible et en tout cas très abstrait dans cet univers.

CRITIQUES

A L'ESSAI

6. MELANCOLIE
FRANCAISE**Eric Zemmour**Editions Fayard/Denoël,
mars 2010, 251 pages, 17 €

PAR BENJAMIN FOISSEY

L'ère du temps est au roman national. L'histoire est de nouveau convoquée en vue d'analyser un monde qui, du moins en Occident, a longtemps cru pouvoir s'émanciper du temps comme de l'espace par la magie d'internet. N'est-ce qu'une bonne nouvelle pour ceux qui s'intéressent à l'histoire ? Ce n'est pas évident. A l'occasion du 70^{ème} anniversaire de la défaite de 1940, les principales revues historiques mais aussi les grands journaux se livrèrent à un débat que l'on crut tout droit sorti des années 1950. Cas typique de l'événement historique dont l'interprétation fut confisquée par la politique, le plus grand désastre que connu l'armée française fut l'occasion d'une récitation convenue et attendue des thèses vichystes, gaullistes et communistes qui frappent souvent par leur ressemblance.

Conséquence inévitable d'un déclin moral, d'une incurie militaire ou d'une trahison des élites, la victoire de la Wehrmacht nous fut présentée comme une pièce de théâtre dont nous pourrions réciter par cœur le texte et décrire les décors les yeux fermés. Ce que cherchent les esprits politiques qui se penchent sur l'Histoire – Eric Zemmour est incontestablement un de ceux-là –, ce n'est pas tant des acteurs que des figures, des explications que des lignes rouges intemporelles confortant une analyse du temps présent. Prompts à condamner la modernité et la folle audace dont elle fait preuve en s'émancipant du temps, ils abolissent aussi sûrement ce



dernier par des moyens différents.

Ainsi, l'auteur nous présente une analyse chronologique de l'histoire de France dont nous sentons à chaque ligne qu'elle résulte d'un trajet intellectuel inverse. Eric Zemmour semble partir de l'analyse aussi brillante qu'angoissante sur l'Etat

de notre pays avant de convoquer l'histoire comme un mari trahi chercherait à faire constater l'adultère par huissier. La France que nous décrit Eric Zemmour est un pays dont la destinée manifeste est, ou était, d'unifier le continent européen autour d'un territoire national qui s'étendrait sur l'ancienne Gaule romaine et d'une idée toute aussi romaine de sa place et de la manière dont il faut assimiler les barbares. Une sorte de rêve de Syagrius à plus grande échelle, à échelle impériale.

A la base de cette démonstration, il y a une analyse de l'assimilation romaine à la fois hautaine, exigeante et égalitaire. La première remarque, tout du moins en ce qui concerne l'Orient, prend la forme d'une question : qui assimila qui ? A la lumière de ce que fut la Romanie, cet empire d'Orient qui se proclamait romain en grec et divinisait son empereur de façon toute orientale, on aurait bien plus tendance à penser que la Grèce y assimila Rome tout en copiant le modèle d'un Alexandre se faisant reconnaître fils de Rê.

En Occident, il est problématique d'identifier une trop grande constance dans cette assimilation. Si l'on prend les citoyennetés romaines et latines, puis plus tard le *foedus*, comme des marqueurs, à des degrés décroissants, de l'assimilation, le moins que l'on puisse dire est qu'ils dépendirent des circonstances. La récompense d'une aide militaire ou encore ce que nous pourrions identifier aujourd'hui au clientélisme de magistrats romains l'emporta très souvent sur le réel constat d'un rapprochement culturel. Arles fut très tôt colonie romaine, non en raison de sa plus grande proximité culturelle par rapport à d'autres cités de Narbonnaise mais parce

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

qu'elle su miser sur le bon cheval, en l'occurrence César contre Pompée.

Il y eut naturellement une volonté d'assimilation des élites par le centre mais il s'agit d'une constante des empires, sauf lorsque des peuples conquis subjuguent les conquérants, une nécessité pour tenir un territoire que l'on retrouve également dans les empires coloniaux les moins « intrusifs » culturellement.

Ce qui créa le rêve romain de la France pour l'auteur, c'est le cadre culturel d'une Gaule modèle de romanisation en Occident. Ceci est vrai, bien que cette dernière soit très inégale de la Narbonnaise très tôt conquise à l'Armorique et que l'Afrique du Nord puisse selon les périodes lui disputer ce statut. C'est également l'irruption des Francs de Tournai par le nord de cet espace à la fin du V^e siècle. Ce peuple est, depuis Childéric, fédéré, c'est-à-dire qu'il défend les frontières de l'empire en échange de terres à l'Ouest du Rhin et d'une intégration partielle des élites au jeu politique romain.

Ces barbares s'allièrent à Saint Remi, évêque de Reims, et devinrent les défenseurs du christianisme romain par opposition à l'hérésie d'Arius adoptée par nombre d'autres royaumes barbares. Est-ce à dire que nous avons là une manifestation du destin romain des Francs ? D'autres peuples fédérés furent tout aussi intégrés au jeu romain que les Francs. De plus, défenseur de l'église romaine ne voulait plus exactement dire défenseur des structures de l'empire – cette dernière pris soin, avec Saint-Augustin notamment, de s'en distinguer. Enfin, l'extension franque dans ce qui sera bientôt la Neustrie se fit aux dépens de Syagrius, général romain qui tenta de maintenir un royaume de droit impérial entre la Meuse et la Loire. Le coup de génie politique de Childéric puis de Clovis fut de s'allier à la seule structure encore en place capable de fournir une structure et les cadres d'un royaume durable.

Se déroule ensuite une histoire qu'un fil rouge trop rigide rend intemporelle. Nous y découvrons un pays fait de cycles, rythmés par des

tentatives impériales avortées, de Charlemagne à de Gaulle en passant par François I^{er} et Louis XIV. Ces derniers semblent une seule et même figure, celle du grand leader ayant compris la destinée manifeste du pays, constamment contrariée par une autre, celle du pacifiste, l'ultramontain comme le soldat mutiné de 1917. Toujours, le rêve impérial à partir du contrôle des anciennes Gaules est contrarié par le partisan de la paix, de l'inféodation à un système d'alliances dirigé autre part qu'à Paris. L'Histoire n'est alors qu'une série de tableaux quasiment identiques, sur le fond, à celui que l'auteur dresse de la France contemporaine.

L'Empire carolingien, comme celui de Napoléon et l'Europe des six, sont des tentatives d'unification des anciennes Gaules cisalpines, aquitaines, Belgique et celtiques. L'approximation aidant, les comparaisons géographiques font figure de preuves, ce qui n'empêche pas l'auteur de bien cerner des structures de l'Europe qui traversèrent effectivement le temps, telle le fameux axe européen allant de la vallée du Pô à l'embouchure du Rhin en passant par la Bado et l'Alsace, l'axe du limes et de la Lotharingie. Celui qui tient cet ensemble tient l'Europe, certes, mais ce dernier fut au moins aussi souvent dominé par un ensemble qui se revendiqua au moins autant que nous de l'empire romain, à savoir le Saint-Empire qu'il paraît très difficile d'identifier à la France après la mort de Charlemagne.

Deux autres figures intemporelles apparaissent constamment dans ce théâtre historique. Le barbare, altérité radicale qui, derrière le limes et les murs des immeubles de nos banlieues, menace constamment la civilisation, et Carthage, ennemi tout aussi mortel que l'on ne peut raisonnablement pas considérer comme barbare, l'Angleterre joua ce rôle à merveille.

Eric Zemmour se prend en fait au jeu de la renaissance, des images du pouvoir louis-quatorzien ou napoléonien, inspiré de l'Antiquité. La manière dont l'Etat-nation français assimila les terres conquises est donc très largement inspirée pour lui du modèle impérial, ce qui lui fait manquer – et c'est plutôt troublant pour un auteur se revendiquant du patriotisme – les caractéristiques fondamentalement différentes de l'assimilation nationale très largement issue du jacobinisme.

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

Ces deux types d'assimilation ont naturellement des points communs, un sentiment de supériorité du centre vis-à-vis des périphéries, une récompense pour les bons élèves souvent issus des élites locales ayant pris le parti du vainqueur, un développement économique des terres conquises. En ce sens, le mode d'intégration anglais ressemble également au romain. Il y avait des Sévères dans les grandes universités britanniques, des élites indigènes assimilées au centre parfois jusqu'à la caricature, tout comme il y en avait dans les centres des empires qui surent maintenir la fiction de la supériorité culturelle du centre, la dernière famille royale de Pologne à Moscou, les mongols et les mandchous sinisés dans les capitales hans...

Ce qui fait la spécificité, dans le temps comme dans l'espace, de l'assimilation nationale qui fut portée par la France, c'est la croyance en l'acculturation de masse, essayant dès le départ d'infuser autant à la base qu'au sommet dans les provinces conquises. L'empire romain en vint à accorder la citoyenneté à tous les hommes libres de l'empire, sous le provincial Caracalla et au grand dam du parti conservateur romain. Ce fut l'acte d'ouverture le plus généreux qui excluait encore les couches inférieures, déditices et populations non-libres. Le pari français, républicain et incarné par Jules Ferry certes, mais dont la monarchie porte des embryons comme l'intégration des provinces contre la noblesse locale, fut d'intégrer de manière rigide dès le départ non pas seulement par le bas, mais le bas également.

Cette différence fondamentale dans la structure idéologique des Etats-nations et de l'Empire souffre certes d'hypocrisie, la politique des « grands frères » ressemble ainsi plus à l'assimilation impériale ou coloniale, mais elle conditionna en grande partie l'échec de la France dans les terres perdues des Gaules. Encore aujourd'hui, le rattachisme wallon bute sur la peur de notre centralisme égalitaire et la forte intrusion culturelle de notre modèle, l'assimilation impériale se retrouve bien plus dans la cooptation bruxelloise des élites ou encore la

bourgeoisie locale jouant la carte de la mondialisation anglo-saxonne, elle ne concerna principalement en France que les élites issues de notre empire colonial. Il ne faut pas en cela se laisser tromper par le rayonnement européen du français à partir du XVI^e siècle, très souvent vernis à la mode qui n'éclaira les élites allemandes ou russes que dans les discours.

Le destin impérial proclamé de la France, cette destinée manifeste tant de fois présente dans les symboles du pouvoir louis-quatorzien ou napoléonien, est bien plus une marque d'appartenance de la France à l'Europe qu'une spécificité. L'Espagne tout comme le Saint-Empire romain germanique médiéval et la Russie crurent également que leur destinée manifeste était de rééditer le rêve romain.

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

EN REVUE

7. LA GRANDE HISTOIRE DU CAPITALISME

Revue *Sciences humaines*
hors-série n° 11, mai/juin 2010, 8,50 €

8. LE CAPITALISME EN QUESTIONS

Revue *Problèmes économiques*
n° 2994, avril 2010, 6,80 €

PAR THIERRY ROURE



Beaucoup affirment que la financiarisation de l'économie, pourtant déjà pronostiquée par le grand professeur au Collège de France François Perroux dans son fameux « Que sais-je ? » sur *Le Capitalisme* de 1948, a entraîné une crise majeure du capitalisme dont la faille de Lehman Brothers a marqué symboliquement le début.

Autant dire qu'il est crucial de faire un retour réflexif sur son histoire pour comprendre comment nous sommes arrivés à la situation actuelle ; c'est ce à quoi nous invite précisément le hors-série de la revue *Sciences humaines* n°11 de mai/juin 2010.

Sciences humaines est aujourd'hui une revue bien connue des lecteurs français curieux de tout ce qui touche à ce champ de réflexion. Créée par Jean-François Dortier, qui n'était pas un universitaire, et volontairement décentrali-

sée à Auxerre, c'est une revue de vulgarisation de bon niveau qui mêle les contributions de journalistes spécialisés et d'universitaires (économistes, sociologues, historiens, psychologues, etc.). En d'autres termes, c'est pour le politique un bon moyen de s'informer sur l'état des savoirs et des débats des sciences de l'homme. Qu'on en juge : la revue a traité, entre autres, de grands dossiers comme « Peut-on changer la société ? », « Malaise au travail », « France 2010 : les grands défis ». Elle a également consacré des hors-séries aux thèmes suivants : « Le marché, loi du monde moderne ? », « La mondialisation en débat », « Les nouveaux visages du capitalisme », « La société du savoir », « La France en débats », « La santé », « Sauver la planète ? ». Jean-François Dortier a par ailleurs lancé les « éditions Sciences humaines » afin de publier des ouvrages de synthèse sur « La santé », « Le travail sous tension », « Le pouvoir » ou « Les mutations de l'école ». Bref, *Sciences humaines* est un instrument accessible et commode pour faire rapidement le point sur une question touchant aux domaines qui nous intéressent.

On ne s'étonnera donc pas que le numéro qui nous occupe fasse œuvre pédagogique en présentant les grands penseurs du capitalisme (Marx, l'exploitation et la recherche du profit ; Weber et la rationalisation ; Keynes et la crise de surproduction ; Schumpeter et l'explication des cycles par l'innovation ; Polanyi et le désencastrement de l'économie par rapport au social ; Braudel et la distinction entre économie de marché et capitalisme) mais aussi les mots-clefs du capitalisme (capital, marché, crise, classe sociale, libéralisme, mondialisation, etc.).

Mais le plus intéressant est constitué par les contributions qui remettent le capitalisme dans une perspective historique de long terme. Ainsi, à la suite de Fernand Braudel, il est rappelé que si l'économie de marché naît au XIII^e siècle autour de grandes villes constituant autant d'économies-monde (Gênes, Venise, Amsterdam, puis Londres), le capitalisme proprement dit apparaît au XVI^e siècle en Europe même s'il ne faut pas négliger l'essor du commerce dans le monde arabe, en Inde et en Chine, comme le pointe à juste titre Philippe Norel, promoteur de l'histoire globale.

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

Les grands enchaînements ayant conduit à l'essor du capitalisme tel que nous le connaissons sont ainsi clairement décrits : exode rural créant une main-d'œuvre urbaine abondante et bon marché à la suite de la révolution agricole due aux innovations technologiques ; révolution industrielle, marquée par le machinisme et les innovations dans le coton, la vapeur et le chemin de fer lors de la « première industrialisation » selon les termes de Patrick Verley, l'acier, la chimie, l'électricité et l'automobile pour la deuxième. La large fresque qui est ainsi esquissée permet de replacer les problématiques actuelles dans leur contexte historique.

Le numéro décline ensuite un certain nombre de thèmes plus spécifiques comme le mouvement ouvrier (rappelant les grandes dates des conquêtes sociales), l'histoire de l'organisation du travail (organisation scientifique du travail de Taylor, fordisme, sloanisme, toyotisme, etc.), la crise de 1929 ayant conduit à la valorisation de l'intervention économique de l'Etat, les mutations de la classe ouvrière (ainsi si l'automatisation (Naville) et l'augmentation du pouvoir d'achat (Mallet) ont transformé la classe ouvrière dans les années 1960, celle-ci a été modifiée plus profondément encore par la crise, la désindustrialisation et le chômage ainsi que par le recrutement des femmes et des immigrés), l'avènement de la société de consommation, la montée en puissance du capitalisme actionnarial, l'apparition des districts industriels ou *clusters* notamment dans ce que l'on a appelé la « troisième Italie », la montée en puissance de la Chine, et l'essor et mutation des multinationales. Cet ensemble est utilement complété par des interviews de Gøsta Esping-Andersen, rappelant sa distinction entre les trois régimes d'Etat-providence (nordique, anglo-saxon et continental), et par celle de Robert Boyer, tenant de l'école de la régulation française soulignant la nécessité d'investir dans la formation et dans la recherche et développement afin de susciter l'innovation qui permettra seule de sortir d'une crise trouvant essentiellement sa cause dans la déréglementation financière. Pierre-Noël Giraud

clôt ce numéro en insistant sur l'importance du « capital social » comme facteur de développement grâce à la capacité sociale et institutionnelle d'un pays à attirer les firmes sur le territoire.

De cet ensemble foisonnant, on retiendra l'urgence de réguler le capitalisme financier mais on regrettera que les articles soient un peu courts et manquent parfois d'approfondissement, qu'aucune solution tangible ne soit véritablement avancée et que ce numéro ne soit pas assorti d'une bibliographie générale permettant d'aller plus loin.

C'est pourquoi on se procurera avec profit le hors-série des *Problèmes économiques* sur « Le capitalisme en questions », qui, outre un texte de Robert Boyer, présente les thèses de Boltanski et Chiapello dans *Le nouvel esprit du capitalisme* pointant l'incroyable capacité de celui-ci à récupérer les critiques qui lui sont adressées, qu'elles soient sociales (thème de l'exploitation) ou artistiques (thème de l'aliénation) pour en faire autant de justifications, notamment dans le discours managérial. Il montre ainsi que nous voyons l'apparition d'un troisième esprit du capitalisme marqué par les NTIC et la mondialisation après les deux premiers caractérisés respectivement par la recherche rationalisée du profit puis l'essor des exigences de la technostucture visant à accroître la taille des entreprises pour augmenter son pouvoir conformément à l'analyse de Galbraith. On remarquera également la contribution du prix Nobel Edmund Phelps qui, tout en s'inscrivant dans la filiation de Schumpeter, se fait le critique des *subprimes*, ainsi que l'exposition de la distinction des capitalismes anglo-saxon et rhénan que l'on doit à Michel Albert et qui permet de penser une typologie des différentes sortes de capitalisme.



Autant d'outils indispensables pour tenter de penser une situation économique particulièrement préoccupante.

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

EUROPE

9. VILLES PHARES DE L'UNION EUROPEENNE

Domenico Rossetti di Valdalbero

Editions Homes international,
janvier 2009, 220 pages, 28 €

PAR JOEL LE DEROFF

Depuis de nombreuses décennies, les plus dévoués et les plus convaincus de nos femmes et hommes politiques pro-européens cherchent comment intéresser les citoyens au fonctionnement de l'Union. Il faut l'avouer : le succès n'est pas à la hauteur.

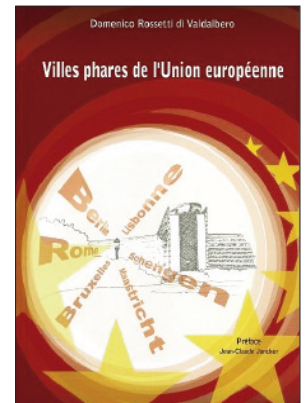
L'auteur de ces lignes, diplômé en sciences politiques, se rappelle les cours assommants de droit européen et les amphithéâtres sommeillant devant un enseignant fatigué annonçant les grandes heures de la construction européenne comme s'il lisait l'annuaire.

Le même, travaillant aujourd'hui pour une fédération associative européenne, suivant de près des processus législatifs aux conséquences directes pour 500 millions de citoyens, constate que sa communication auprès de ses partenaires agissant sur le terrain est entravée par l'idée bien ancrée que, de « Bruxelles », ne peuvent venir que des textes et des concepts indigestes, car macérés dans la technocratie.

Or voilà que Domenico Rossetti di Valdalbero, secrétaire général de la section belge de l'union des fédéralistes européens, haut fonctionnaire issu de la Direction générale « Recherche » de la Commission européenne, a trouvé la formule d'un nouveau manuel d'éducation civique pour l'Union. Un manuel potentiellement ludique, et retournant à l'avantage des lecteurs l'un des traits les plus caractéristiques du jargon institu-

tionnel européen. Un index des villes clefs de l'Union et de son histoire, donnant un aperçu complet de l'intégration européenne.

Le décodeur clef de l'éducation civique européenne



Comprendre ce que sont les directives, règlements et autres décisions-cadres produits par l'Union n'est en soi pas plus difficile que de saisir la différence entre loi, décret et arrêté dans un système national. Devenir un spécialiste des processus de décision européens requiert un effort plus sportif. Mais fondamentalement peu différent de celui qui consiste à se familiariser avec les subtilités du droit constitutionnel propre aux dizaines d'Etats du continent.

Pratiquer la langue des institutions européennes demande une certaine habitude du style littéraire bien particulier en vigueur dans l'Union, poli et lissé par la nécessité d'être immédiatement traduisible en 23 langues sans heurter aucune sensibilité. Son romantisme laisse à désirer. Mais connaît-on aujourd'hui un univers politique sans langue de bois ?

Reste une difficulté majeure : celle du langage codé. Le langage codé des sigles, comme nous en avons au niveau national pour désigner les institutions et parfois certains textes ou procédures importants. Et, plus pervers, le langage codé des villes.

Illustration, au hasard : j'ai toutes les raisons de me plaindre des conséquences du processus de Bologne sur l'intégration professionnelle des jeunes, qui menace à mon sens certains des objectifs de la stratégie de Lisbonne, mais je note néanmoins le développement récent de filières inspirées de Göteborg, et j'espère que l'entrée en vigueur de Lisbonne (bis !) permettra de trouver des mécanismes nouveaux complétant ceux de Luxembourg. En effet, je m'intéresse à l'extension concertée de ces filières avec les partenaires de Barcelone. On

CHRONIQUES

pourrait demander à la fondation de Dublin si elle a produit une étude sur le sujet ?

Moralité : au secours ! L'exemple ci-dessus est caricatural, mais il n'est pas irréaliste. A chaque accord majeur, à chaque innovation institutionnelle, à chaque politique lancée est associé le nom de la ville où la décision fondatrice a été prise. Or, si certains exemples, comme les critères de Maastricht, sont plus ou moins identifiés par le grand public, la majorité de ces expressions ne sont intelligibles que par les spécialistes du secteur concerné. Le discours des institutions tend à devenir hermétique.

L'idée pédagogique de Domenico Rossetti di Valdalbero est brillante. Il part de l'intérêt que les Européens ont pour la diversité culturelle, humaine, historique et architecturale de l'Europe, pour concevoir un manuel associant aux « villes phares » de l'Union les moments, les institutions et les politiques qui y sont rattachés. Le résultat est un ouvrage utile, y compris pour combler les trous de mémoire des acteurs de la politique européenne, les jours de fatigue. La simplicité du principe rend théoriquement le livre accessible pour tout (futur) jeune citoyen. Les articles sont plutôt brefs et synthétiques.

Quelques pistes pour mieux atteindre l'objectif...

A-t-on trouvé l'outil magique de l'éducation européenne de demain ? Le potentiel de ce petit ouvrage est si important que l'on s'étonne qu'une telle idée n'ait pas été diffusée plus tôt, et plus largement. Cependant, il faudra encore y travailler pour que *Villes phares de l'Union européenne* devienne pleinement opérationnel. Car dans l'état actuel, il y a certainement des améliorations à apporter au livre.

Le reproche majeur que l'on peut faire à Domenico Rossetti di Valdalbero, c'est, dans son œuvre de clarification et de lisibilité, de n'avoir

pas assez su se défaire de la langue de bois institutionnelle. Peut-être est-ce dû à son activité professionnelle ? Des pages entières des notes consacrées à chacune des villes paraissent avoir été imitées des portails institutionnels de www.europa.eu. C'est sans doute un gage de fiabilité. Pas toujours une garantie de simplification.

Autre conséquence regrettable : le lecteur a parfois l'agaçante impression que toutes les décisions et stratégies citées ont été conçues par une assemblée de bonnes fées technocrates, toutes bien intentionnées, et qu'une fois les orientations politiques arrêtées dans la joie et la bonne humeur et pour le bien des citoyens, leur mise en œuvre ne présente pas de difficulté majeure. Autant dire que manquent des éléments sur les résultats et les obstacles rencontrés par les politiques européennes ! Cela d'autant plus que, en 2010, de nombreux acteurs politiques européens, à commencer par les Etats, ont régulièrement un comportement proche de l'obstruction. Et que ce n'est pas une nouveauté.

Lançons donc un appel urgent pour que l'idée des *Villes phares de l'Union européenne* soit améliorée, adaptée, mais aussi et surtout reprise, traduite¹ et diffusée à tous les Européens d'âge scolaire. Et, malgré les remarques critiques, félicitons l'auteur pour sa trouvaille.

1. Cet ouvrage a déjà été traduit en anglais, par le même éditeur, sous le titre *Mapping European integration through its cities*.

CHRONIQUES

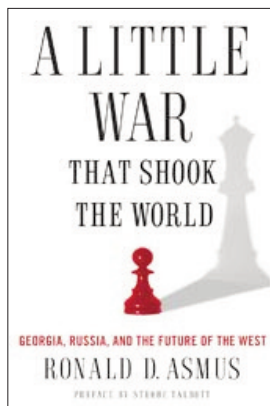
INTERNATIONAL

10. A LITTLE WAR THAT SHOOK THE WORLD: Georgia, Russia and the Future of the West

Ronald D. Asmus

Editions Palgrave,
janvier 2009, 272 pages

PAR JEAN-LOUP SAMAAAN



Directeur exécutif du *German Marshall Fund*, Ronald Asmus est un des *usual suspects* américains, travaillant et écrivant sur les questions de sécurité européenne. Ancien chercheur à la RAND Corporation puis responsable des affaires européennes du Département d'Etat sous la présidence de Bill Clinton, Ronald Asmus est un défenseur acharné de la préservation d'une politique américaine sur le continent européen. Dès les années quatre-vingt-dix et avec ses collègues Richard Kugler et Stephen Larrabee, il voyait l'élargissement de l'OTAN vers l'Est comme un horizon à atteindre pour consolider la démocratisation et la sécurité de l'ancien théâtre de la Guerre froide.

Ronald Asmus est donc extrêmement choqué lorsqu'en août 2008, après de multiples crises diplomatiques, la Russie et la Géorgie en viennent au conflit direct. Beaucoup d'experts ont, depuis, tenté de rétablir la chronologie conduisant à la guerre : le déploiement de troupes russes à la frontière géorgienne *via* le

tunnel Roki, l'empressement du président géorgien, Mikhail Saakashvili, en Abkhazie et Ossétie du Sud. Ronald Asmus pour sa part défend une thèse claire et nette dans son livre : la Russie a tout entrepris au cours des dernières années pour conduire à ce conflit car Moscou ne pouvait accepter la volonté géorgienne de se tourner vers l'Occident (« *to go West* »).

Les conséquences de la guerre de 2008 n'en sont que plus lourdes. Pour Ronald Asmus, aucun gagnant, seulement des perdants. La Géorgie se retrouve démembrée avec la reconnaissance russe de l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Elle est aussi isolée des Etats-Unis et des pays européens avec un report *sine die* de l'éventualité de son accession à l'OTAN et l'Union européenne. Les Etats-Unis, et plus particulièrement l'administration Bush alors sur le départ, sont tout aussi perdants, Ronald Asmus voyant dans la guerre de 2008 un sérieux coup de frein aux vagues d'élargissement de l'OTAN des années quatre-vingt-dix. Les Européens, bien qu'officiellement en charge de la résolution de la crise (Nicolas Sarkozy occupant cet été-là la lourde responsabilité de présidence tournante du Conseil de l'Union européenne), n'ont pas su ou pu anticiper les événements et ont dû se plier aux exigences de Moscou pour préserver le *statu quo*. Enfin, la Russie apparaît également, aux yeux de Ronald Asmus, comme un perdant, tant sa stratégie d'influence dans son traditionnel pré carré semble aujourd'hui adopter des contours de plus en plus agressifs.

L'idée forte de Ronald Asmus est de voir dans le conflit russo-géorgien non pas un épiphénomène ou un simple regain de tension dans le Caucase mais un véritable événement structurant du nouveau rapport de force entre les Etats-Unis et ses alliés européens d'un côté et la Russie de l'autre. Pour l'auteur, Moscou a montré par cette guerre qu'elle ne laisserait pas le camp transatlantique s'élargir inexorablement et qu'elle serait prête, si nécessaire, à rentrer en conflit direct à cette fin.

Dans cette perspective, l'ouvrage de Ronald Asmus s'apparente plus à un essai politique qu'à une recherche académique. Ecrit dans un style simple et agréable, il souffre parfois d'un manichéisme un peu trop réducteur (le duo

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

Poutine-Medvedev s'apparentant à un binôme luttant pour défendre les velléités de puissance de la Russie, Mikhaïl Saakachvili présenté comme une sorte de Kennedy du Caucase). La vision d'une OTAN vecteur de paix et de démocratie, que l'auteur défend depuis deux décennies, est par ailleurs discutabile et mériterait d'être débattue (elle est ici un postulat implicite). Au demeurant, le succès actuel de ce livre dans les librairies américaines témoigne d'un intérêt encore vif des Etats-Unis pour la problématique géopolitique en Eurasie. A l'heure où le curseur des experts se déplace vers l'Asie, il est ainsi bon de rappeler que la sécurité européenne n'a pas (exactement) été un problème résolu en 1989.

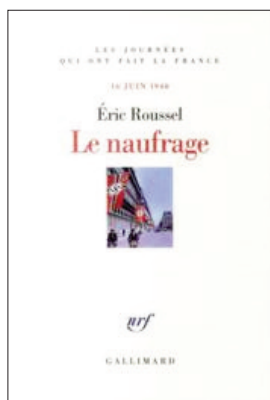
CHRONIQUES

HISTOIRE

11. LE NAUFRAGE

Eric RousselEditions Gallimard,
collection Les journées qui ont fait la France,
octobre 2009, 268 pages, 19 €

PAR DENIS QUINQUETON



1940. Délicate gestion du souvenir. Viendrait-il à l'idée d'un quidam de marquer de quelque manière que ce soit le 18 juin 1815 ou le 25 août 1898 ? La mémoire collective ne s'attarde que rarement sur la bataille de Waterloo (Belgique) ou sur celle de Fachoda (Soudan). Soit.

Et pourtant, si l'on peut passer sous silence quelques dates de notre histoire contrariantes pour l'armée française, on aurait tort de ne pas s'arrêter un instant sur la toute fin du printemps 1940, et pas uniquement pour célébrer l'essentiellement mythique appel du 18 juin, entendu par si peu. Car, quand un pays tout entier, une puissance mondiale, quand ses institutions nées des plus beaux et courageux esprits éclairés du XIX^e siècle, quand ses gouvernants élus du suffrage universel, quand tout ça, d'un seul coup et en quelques jours, se désintègre, se dérobe, s'effondre devant les sifflements poussifs de la voix chevrotante d'une vieille gloire militaire muée en vieillard cacochyme, on s'arrête un instant et ôte son chapeau, monsieur. Non, c'est vrai, ce n'est pas tous les jours que se produit pareil désastre, pareil naufrage, comme le nomme fort justement l'historien Eric Roussel. Tant de coups tordus, de lâchetés, d'impérities,

d'intérêts particuliers défendus au détriment de l'intérêt général, tant de passions et de complots en aussi peu de temps, cela reste un moment rare dans l'histoire de France. Moment que, du fond de sa prison où le vieillard cacochyme l'avait jeté, Jean Zay résuma d'une formule éclatante : « *Ce n'est pas la première fois dans notre histoire, écrit-il le 17 janvier 1941, que les militaires ont perdu une guerre par leur impéritie et leur manque d'imagination. Mais c'est la première fois sans doute qu'en sanction du désastre, ils s'emparent du pouvoir. La République a souvent craint la dictature des généraux vainqueurs. Elle n'avait jamais songé à redouter celle des généraux vaincus* ».

Elle aurait dû, également, se méfier d'elle-même. Et il est tout de même temps de s'avouer que dans l'extrême adversité, la République fut vaincue et enlevée à la France. Trois conseils des ministres tenus en l'espace de 24 heures suffirent.

Juin 1940 a fait l'objet de nombreux livres. La partie des protagonistes qui a survécu au second conflit mondial, cette nuit du siècle, a dépensé une énergie non négligeable à produire quelques plaidoyers *pro domo* afin d'expliquer l'inacceptable : Lebrun, Weygans, Reynaud... Avec une impressionnante hauteur de vue, Marc Bloch écrit, à chaud, à la fin de l'été 1940 ce qui reste encore un « maître livre », pour reprendre les mots d'Eric Roussel dans son avant-propos : « *L'Étrange défaite* ». « *Beaucoup d'erreurs diverses, dont les effets s'accumulèrent, ont mené nos armées au désastre, écrit Marc Bloch. Une grande carence, cependant, les domine toutes. Nos chefs ou ceux qui agissaient en leur nom n'ont pas su penser cette guerre. En d'autres termes, le triomphe des Allemands fut, essentiellement, une victoire intellectuelle et c'est peut-être là ce qu'il y a eu en lui de plus grave.* » D'autres encore, acteurs ou historiens, ont alimenté la chronique historique.

Eric Roussel, président de l'Institut Pierre Mendès-France et auteur, notamment, d'une biographie de Jean Monnet et de Charles de Gaulle, remonte finement aux racines du naufrage, largement intellectuel en effet, explore à la fois les atermoiements des acteurs et leurs circonstances. Il éclaire ce que cette journée du 16 juin 1940 – au cours de laquelle tout se joue

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

dans un Bordeaux que Léon Blum décrit comme « *une foire en plein vent* » – révèle d'une société fatiguée par une Première Guerre mondiale vingt ans plus tôt, d'une France qui ne sait même pas pourquoi il faut en faire une deuxième, d'institutions à bout de course, de responsables politiques inconscients et paralysés par le doute, d'un commandement militaire moins pauvre en matériel qu'en matière grise et esprit de décision... Il éclaire les circonstances et les acteurs : Albert Lebrun, président de la République, Paul Reynaud, président du Conseil, Madame de Portes, intime du précédent, Maxime Weygand, commandant en chef des forces terrestres alliées, Philippe Pétain, maréchal de France, Pierre Laval, que l'on ne présente plus, Camille Chautemps, ancien président du Conseil, Charles de Gaulle, sous-secrétaire d'Etat à la guerre, Jean Monnet, ardent promoteur de l'union franco-britannique qui ne vit jamais jour... Mais dans ce confondant chapitre de l'histoire, ne serait-ce qu'en s'attardant sur ces deux derniers protagonistes, il décèle les frères poussés de l'avenir : le relèvement de la nation républicaine quatre ans plus tard – reconnaissons que ce n'était pas gagné d'avance politiquement – et la nouvelle configuration des rapports entre les nations européennes qui s'est mise en place durant la deuxième moitié du XX^e siècle.

Le livre d'Eric Roussel intervient quatorze ans après que Jacques Chirac, accomplissant l'un des rarissimes actes marquants de sa présidence, a reconnu la responsabilité de l'Etat, aujourd'hui républicain, dans les crimes perpétrés par le régime de Vichy. Ce faisant, il renouait un fil historique, pourtant évident mais volontairement coupé jusque-là, entre la République, troisième du nom, et le régime dirigé par Pétain. Il mit fin à une chimère dont François Mitterrand et ses prédécesseurs ne voulurent jamais sortir qui déniait à Pétain, Laval et autres une quelconque légitimité. Ainsi, on parla longtemps de « régime de fait ». Pourtant, au prix d'un glissement de majorité, c'est tout de même la chambre élue en avril et mai 1936, amputée des élus commu-

nistes tous déchus de leur mandat, qui vota les 9 et 10 juillet 1940 dans le théâtre du casino de Vichy. « Impair et manque... ! » Et le général de Gaulle n'est pas parti à Londres présider un gouvernement en exil...

L'intérêt de renouer ce fil est de reposer l'histoire sur le temps long et de remettre en perspective le rôle joué par les acteurs de ce coup d'Etat, sans coup et presque sans Etat. « *L'uchronie, depuis que le monde a une histoire, occupe l'esprit des hommes. De générations en générations, on n'a cessé de se demander ce qui aurait pu se produire si le nez de Cléopâtre eut été plus court ou si Grouchy était arrivé en temps utile à Waterloo*, rappelle Eric Roussel. *L'un des apports les plus précieux des historiens de la longue durée aura été de permettre de comprendre que de pareilles interrogations n'ont de sens qu'en tenant compte de tendances lourdes, autrement dit de l'évolution profonde d'une société. L'histoire ne se réduit pas à des déterminismes, l'action des acteurs compte, mais dans les limites circonscrites par l'économie, le développement culturel, le poids des mentalités.* » Finalement, la faute majeure de ceux qui avait en charge l'Etat républicain, enfin ce qu'il en restait, fut d'ignorer les circonstances et les limites économiques et militaires posées, de ne pas vouloir peser dessus quand c'était possible, donc finalement, de renoncer à gouverner. Ils ont préféré de part et d'autre, Républicains ou non, en jouer, assez lâchement, par intérêt politique ou commodité personnelle, appliquant avec une célérité qui laisse bouche bée la triste maxime « Je suis leur chef donc je les précède »...

Esprit Critique

se faire son opinion

ECHAPPEES

BD

12. QUAI D'ORSAY. *Chroniques diplomatiques*

Abel Lanzac, Christophe Blain

Editions Dargaud,
mai 2010, 96 pages, 15,50 €

PAR VIRGINIE HIS

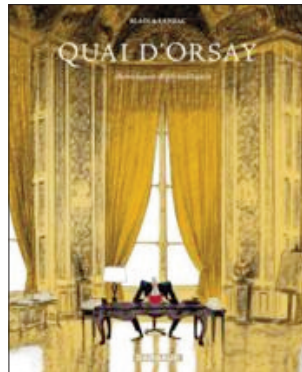
En une petite centaine de pages, suivez le parcours initiatique d'un jeune thésard devenu conseiller dans l'antichambre de la politique étrangère de la France. Bienvenue dans l'univers impitoyable du cabinet ministériel du Quai d'Orsay !

Négocier avec les Etats, désamorcer des conflits, porter la voix de la France par delà les frontières, mener les tractations pour libérer des otages... l'activité du ministère est sans relâche pour l'ensemble des collaborateurs. Mais le dossier le plus difficile à gérer est sans aucun doute le ministre lui-même...

Homme de droite, n'hésitant pas à citer Mao – « *un petit nombre d'hommes déterminés peut changer le cours des choses* » –, le ministre, Alexandre Taillard de Vorms, a un air familier... Grand, cheveux grisonnants, portant beau, mais ne serait-ce pas... Amoureux des lettres, il a pour petit livre rouge *Les fragments d'Héraclite*. Il est à la fois charismatique et superficiel, visionnaire et influençable, talentueux et vulgaire, mais le jeune héros Alexandre Vlaminck n'en est pas moins sous le charme. En se rasant le matin, il s'y voit déjà. En privé, il emprunte sa gestuelle imposante et sa grandiloquence. « *Tu sais que les scribes étaient les esclaves de Pharaon* », lui dit sa petite amie. Aussitôt dit, aussitôt fait. La rédaction de son premier discours, pour les Nations unies, est chaotique. Le texte est écrit, réécrit au gré des humeurs et de l'influence de personnes

proches du grand homme : poète, philosophe, et même le père du ministre.

Dans le bus qui emmène tout ce joli monde au siège des Nations unies, un courant d'air balaie les pages du discours posées sur la tablette d'Arthur. L'une d'elle tombe malencontreusement entre les mains d'un journaliste... Dur apprentissage.



D'échecs en succès, l'implication d'Arthur aux côtés de son super-héros politique grandit.

Planche après planche, on découvre que la vie d'un cabinet ministériel est rythmée par une succession d'onomatopées : « VLON », une porte qu'on ouvre énergiquement, « TAC, TAC, TAC », « TCHAC, TCHAC, TCHAC », le ministre fait une démonstration.

Adeptes du stabilo, celui-ci considère qu'un bon texte est celui qu'on surligne au point que la feuille de papier en est gondolée. Il explique à Martine, son assistante : « *L'écriture, c'est du montage. C'est comme une abeille qui butine plusieurs fleurs, il faut intégrer toutes les sensibilités.* »

Passionné de littérature, il déjeune avec une femme prix Nobel de littérature ; celle-ci ne pourra guère placer que quelques mots. « *C'est l'homme beaucoup plus que l'auteur que l'on verra partout ; je parle éternellement de moi* » disait, non pas Taillard de Vorms, mais Chateaubriand qui fut lui aussi ministre des Affaires étrangères.

Au sein du cabinet, on se tire volontiers dans les pattes, on s'apostrophe de façon pour le moins inattendue, il faut décrypter les jeux des uns et des autres, trouver ses alliés, débusquer les traîtres. « *Quand tu fais un coup de pute à quelqu'un, c'est pas que tu lui veux du mal. C'est comme une caresse* », lui confie l'un de ses collègues.

Le directeur de cabinet hyper investi, qui dénoue les problèmes diplomatiques, trouve des solutions et met son amour-propre sous son

Esprit Critique

se faire son opinion

ECHAPPEES

tapis de souris, est un peu le grand frère de cette fratrie aux allures de tontons flingueurs.

La ressemblance physique entre le ministre et son jeune conseiller laisse entrevoir une filiation : Dark Vorms fera-t-il chavirer le cœur du jeune Luc Skyvlaminck du côté obscur de la force ? On se délecte d'avance du prochain volume annoncé de ce *Tintin aux pays des politiques*.

Esprit Critique

se faire son opinion

ECHAPPEES

FICTION

13. *FUCK AMERICA.* *Les aveux de Bronsky*

Edgar Hilsenrath

Editions Points,

mars 2010, 279 pages, 7 €

PAR JEREMY SEBBANE



A l'évidence, le titre de l'ouvrage attire l'œil. On redoute le brûlot basé sur l'anti-américanisme primaire. Et puis on ouvre ce roman, on ne le lâche pas et on le recommande à tout le monde en demandant à chacun de retenir le nom de son auteur : Edgar Hilsenrath. Un nom compliqué un peu comme Kerouac, Salinger ou Dostoïevski, mais qui, comme ces trois génies-là, marquera à coup sûr la littérature de son temps.

Dans cet ouvrage, on suit le quotidien de Jakob Bronsky qui passe son temps à écrire dans une cafétéria d'immigrants juifs située à l'angle de Broadway et de la 86^e Rue sur son expérience du ghetto pendant la guerre et sur ce consul américain qui a donné l'autorisation à ses parents de s'installer en... 1952, soit quinze ans après leur demande de visa, alors que les pogroms ravageaient leur Europe natale.

Au milieu des prostituées, des proxénètes, des SDF et des paumés, Jakob Bronsky tente comme il peut de survivre en accumulant les jobs miteux et en tentant désespérément de séduire des filles pas trop exigeantes.

S'inspirant grandement de l'expérience de son auteur, serveur dans un délicatessen juif de New York à son arrivée aux Etats-Unis, *Fuck America* est dans son fond comme dans sa forme puissamment corrosif et anticonformiste. Extrêmement drôle et souvent très cru, l'ouvrage se fait aussi plus émouvant à la fin quand le héros imagine que la jeune présentatrice télévisée sur laquelle il fantasme tous les soirs pénètre dans sa chambre et qu'il décide de lui raconter son histoire. Celle de ces survivants qui portent la mémoire de leurs familles décimées et de celle des six millions de Juifs assassinés. Celle de ceux qui veulent continuer à vivre malgré tout et qui n'ont plus peur de se heurter à la vie parce qu'ils ont déjà connu l'enfer.

Esprit Critique

se faire son opinion

ECHAPPEES

FILM

14. TETE DE TURC

Film français de Pascal Elbé,
sortie le 31 mars 2010

PAR JEREMY SEBBANE



veulent récompenser sa bravoure en ignorant qu'il est l'auteur de l'attaque ?

Pensant lancer un cocktail molotov sur une voiture de police, Bora, quatorze ans, blesse grièvement, par son geste, un médecin urgentiste avant de le sortir des flammes et de le sauver. Que se passe-t-il dans la tête du jeune agresseur/sauveur quand les autorités

Comment faire quand, issu d'une minorité et d'une famille où la mère joue tous les rôles, on rêve d'avenir et de lendemains meilleurs pour soi et les siens mais qu'on est soumis au fonctionnement grégaire de la cité ? Parvenir à parler de la vie en banlieue sans faire preuve d'angélisme, de misérabilisme et de naïveté est déjà beaucoup.

Mais réussir durant près d'une heure trente à alterner suspense, émotion et réflexion en nous plongeant littéralement dans la tête de ce jeune garçon est un véritable coup de maître. Déjouant tous les pièges et évitant tous les clichés inhérents à ce genre de film dit « social », Pascal Elbé délivre ici, pour sa première œuvre, un vrai travail citoyen.

Violences faites aux femmes, racisme entre minorités, communautarisme, dislocation des

services publics : le film, sans jamais être moralisateur, n'élude rien du quotidien de certains quartiers que la République a abandonnés.

Loin de la complaisance et de la fascination que certains réalisateurs ont pu, par le passé, démontrer vis-à-vis de la violence d'une partie des jeunes des cités, celui-ci rappelle surtout que l'insécurité, loin d'être un thème de droite, touche d'abord et avant tout les plus faibles et les plus fragiles. D'autant que le réalisateur ne se contente pas de montrer, à la faveur de son intrigue solide, les difficultés mais dresse également le portrait de territoires où, malgré la précarité et l'incertitude, de véritables solidarités se nouent au quotidien et où, au final, l'humanité et le respect peuvent l'emporter.

Esprit Critique

se faire son opinion

ECHAPPEES

HOMMAGE A JEAN LE BITOUX

15. UN AMOUR A TAIRE

Téléfilm français de Christian Faure,
2005

PAR DENIS QUINQUETON

Pomment rendre hommage à Jean Le Bitoux, mort à la fin du mois d'avril dernier ? Je voudrais raconter comment, adolescent en banlieue, je suis passé quatre fois devant la boutique du marchand de journaux le jour où je me suis décidé à acheter *Gai Pied* pour la première fois. Et puis décrire le regard désespéré que j'ai jeté au rayon dudit marchand de journaux en m'apercevant que *Gai Pied* était inaccessible, perché sur le plus haut rayon de cette boutique un peu haute de plafond et qu'il allait falloir le demander... Car ce fut là ma première rencontre avec Jean, plus exactement avec le journal qu'il inventa, qu'il créa au début de l'année 1979 pour, pouvait-on lire dans l'éditorial du numéro zéro, « *une fugue lucide, authentique hors les tabous, les ghettos, la violence et les imbéciles. Pour en finir aussi avec cette peur de dire qui nous colle à la peau, cette difficulté intime à y voir clair et cette impossibilité à s'informer régulièrement* ». Et un film qui lui doit beaucoup, énormément, m'est revenu en mémoire : « Un amour à taire », de Christian Faure. Il date de 2005 et j'en avais fait la critique pour *Esprit Critique*. La voici, en reconnaissant hommage à son parcours de citoyen à part entière qui reste à mes yeux un exemple.



On a sans doute déjà beaucoup dit sur « Un amour à taire », au moment de sa diffusion sur France 2, le 7 mars 2005 et disponible depuis en DVD. Ajouterait-on un compliment ? On a l'embarras du choix. Une histoire somme toute ordinaire et crédible, une interprétation terriblement juste. Ce n'est pas la stricte réalité des parcours des personnages qui se joue dans ce téléfilm, mais bien leur représentation historique et la pédagogie qui la fait comprendre. Le titre du film, à lui seul, conduit à la réflexion.

« Vous êtes drôles, vous les Français ! Pourquoi avez-vous besoin d'en parler ? » Assis sur la terrasse ensoleillée d'une maison de Khartoum, je discute avec une étudiante qui conclue ainsi une évocation presque blasée de « l'homosexualité tue » vécue au Soudan. Tue dans tous les sens du mot puisque cette orientation sexuelle, dès lors qu'elle est connue, y est passible de la peine de mort... La discrétion, le silence, le déni contre la vie sauve ! Mais faut-il aller jusqu'aux bords du Nil ? Être poli : voilà, en gros, l'injonction sociale à propos de l'homosexualité, en France. D'injures en euphémismes, ne pas parler, ne pas montrer, se taire : taire. Voilà l'injonction qu'il a fallu des décennies pour entamer, un peu : mai 68, mai 81, l'épidémie de sida touchant d'abord des homosexuels, la création du pacs, un homme politique disant finement sa réalité, la loi pénalisant les propos homophobes... Autant d'éléments heureux, dramatiques ou médiatiques qui ont contribué à faire entrer l'homosexualité dans la réalité sociale telle qu'on la représente. C'est le sens même de la « Gay Pride », aujourd'hui « Marche des fiertés », qui consiste justement à dire, pour pouvoir être, quand on nous ordonne de dissimuler. Alors qu'il n'est pas rare que l'on vienne... voir cette manifestation, il est tout de même utile de ne pas perdre de vue ce qui se joue de fondamental, aujourd'hui encore, dans cette marche-là. Dans une société d'origine judéo-chrétienne comme la nôtre, où quelque chose (ou quelqu'un) n'existe qu'à partir du moment où il est nommé, le mutisme est lourd, écrasant même, de déni.

Esprit Critique

se faire son opinion

ECHAPPEES

Cette œuvre de Christian Faure est comme une étape dans un long cheminement de mémoire et d'histoire face au déni, justement. Cheminement qui doit beaucoup à Jean Le Bitoux. Des années durant, celui qui fut également l'un des fondateurs du journal *Gai Pied* est allé chercher, au fin fond de l'Histoire où on l'avait enfouie, cette réalité sombre que l'on a fait pire – si c'est possible – que contester, puisqu'on l'a ignorée massivement, totalement, quasi hermétiquement. Ces déportés-la n'ont pas existé. Fermez le ban. Et comme ils n'ont pas existé, inutile de les reconnaître individuellement. Ceux qui y sont morts ont longtemps attendu la seule sépulture que nous pouvions leur offrir : le souvenir. Quelques-uns de nos contemporains – ceux qui sont revenus de cette déportation – ont passé le reste de leur vie avec une indicible parenthèse dans leur histoire, au début des années 1940. Que dire quand, une fois le bourreau à terre, on reproduit dans le souvenir, pendant des décennies, son ignoble classification en distribuant parcimonieusement un droit à la mémoire et précisément un ordre de silence ? Il est largement temps d'amender notre mémoire sélective comme nous y invitât Lionel Jospin, Premier ministre, le 26 avril 2001 : « Nul ne doit rester à l'écart de l'entreprise de mémoire. Il est important que notre pays reconnaisse pleinement les persécutions perpétrées durant l'Occupation contre certaines minorités, les réfugiés espagnols, les Tsiganes ou les homosexuels ».

Sans malice aucune, arrêtons-nous un instant sur le générique de fin d'« Un amour à taire » qui rappelle, en substance, que la législation criminalisant l'homosexualité décrétée par l'Etat français en 1942 a été abrogée en... 1982. Quarante ans ! Un « régime de fait » et une République et demi après (le gouvernement de Vichy, la quatrième et le début de la cinquième) ! Cela mérite d'être répété. Et pour celles et ceux qui voient 1981 comme de l'histoire ancienne parce qu'ils n'étaient pas nés ou tout juste, c'est le vieux monsieur joué par Michel Bouquet dans « Le Promeneur du Champ de Mars » qui a

décidé l'abrogation de la législation en question. Comme quoi rien n'est simple...

Mais revenons à notre fameux générique de fin. Il nous apprend ou nous rappelle, donc, que c'est bien en 1942 que Pétain et Darlan ont jugé bon d'introduire l'homosexualité dans le Code pénal et que l'on a attendu 1982 pour l'en ôter. D'une loi à une autre, le fil de l'histoire se déroule, là devant nous, en une fraction de seconde, en voyant passer ces quelques mots sur l'écran. En usant des capacités cognitives qui ne nous font pas encore défaut et nous permettent de relier ce fil à l'histoire contée dans le film et aux références à une actualité encore récente qu'il contient, on peut conclure à une sorte de rappel de nos devoirs démocratiques. A quoi ressemble le chemin qui va de 1942 à 2005 ? Quels outils avons-nous collectivement sortis de notre boîte ? Le débat public n'est que d'un faible secours face à une loi répressive quand on en est victime. Mais une loi seule, en matière de droits de l'Homme particulièrement, ne va pas loin. Le progrès humain naît plus sûrement de l'inlassable tissage du débat, de l'éducation et de la loi. Convaincre et décider. Et convaincre encore. Et quand on fait tout cela, il y a encore des jours où l'on a l'impression d'avoir fait peu. On peut être brûlé vif en 1942 dans un camp de travail nazi ou en France soixante ans plus tard. On peut être massacré à coup de bottes vert-de-gris dans les années 1940 ou, avec des bottes à peine différentes, dans la France des années 2000. Et tout cela simplement parce que l'on est, du verbe « être ». Les commanditaires des crimes ne sont pas de même nature, et cela fait une grosse différence. Mais les actes sont là, dans leur terrible unicité. Se peut-il qu'ils se soient glissés dans les trous de notre mémoire collective et dans les défaillances de notre apprentissage de la différence qui en découlent ?

En concluant *Les Oubliés de la mémoire* (Hachette Littérature, 2002), Jean Le Bitoux indique que « cet ouvrage a souhaité raconter un siècle de traques absurdes et de manipulations politiques qui ne sont pas encore finies. Il raconte également cette révolte homosexuelle, ce courage de se dire face aux injonctions sociales ». Il en a fallu vraiment beaucoup, jadis. Enormément même, et braver la loi, celle de Pétain transformé en inspirateur de la République. Il en faut encore, aujourd'hui. Alors

Esprit Critique

se faire son opinion

ECHAPPEES

que la loi a changé de camp, que l'homophobie a remplacé l'homosexualité dans le Code pénal, il faut encore du courage car les injonctions nous rattrapent alors que nous pourrions les croire assoupies. Elles nous fauchent et nous blessent alors que nous osons mettre en débat un peu de notre part intime, que nous osons nous résumer à notre orientation sexuelle, pour que l'on cesse simplement de nous la jeter à la figure. « Puisse la leçon de cette histoire tragique », continue Jean Le Bitoux, « permettre de se comprendre soi-même et de repousser encore plus loin l'intolérance afin de pouvoir mieux vivre ensemble ».

C'est Jaurès, dans l'éditorial du premier numéro de *L'Humanité*, qui écrit qu'« à mesure que se développe chez les peuples et les individus la démocratie et la raison, l'histoire est dispensée de recourir à la violence. Que le suffrage universel s'affirme et s'éclaire ; qu'une vigoureuse éducation laïque ouvre les esprits aux idées nouvelles, et développe l'habitude de la réflexion... » Ecrites en 1905, à l'aube d'un siècle violent s'il en fut, on mesure la part d'utopie contenue dans ces lignes. Mais elles rappellent ce devoir qu'il est mortel de négliger en démocratie : l'éducation. Singulièrement différente de la rééducation infligée au héros de « Un amour à taire », c'est bien, en effet, l'éducation qui ouvre les esprits et nous permet de devenir des « gens civilisés » au sens rappelé par Charles Chaplin dans le discours final du Dictateur : « Les gens civilisés sont ainsi. Nous voulons vivre de notre bonheur mutuel... pas de notre mutuel malheur. Nous ne voulons pas nous mépriser et nous haïr mutuellement. En ce monde, il y a de la place pour chacun », faisait-il dire au petit barbier grimé en despote gesticulant derrière une forêt de micros. Les micros portaient fantastiquement loin, cette fois. Beaucoup plus loin que quand, quelques scènes plus tôt, ils relayent les éructions haineuses du dictateur sosie du barbier. Ils portaient sans doute aussi loin que ceux qui ont amené à six millions de téléspectateurs, lundi 7 mars 2005, les rires retrouvés de Sarah, les chuchotements de Philippe et, finalement,

l'effroyable silence de Jean, concluant « Un amour à taire ». Il faisait écho au film tout entier autant qu'au sort que la société française qui s'apprêtait à réserver à son souvenir. Pourvu que l'on ait pris la peine de prêter attention à cet assourdissant et saisissant silence, notre mémoire est devenue, ce soir-là, un peu plus universelle.

Finalement, on pourrait suggérer à Christian Faure un autre titre pour son film : « Mémoire d'espoir ».